

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée qu'elle l'a autorisé en date du 7 Octobre 1981, délibération n° 81/153 à signer les marchés relatifs aux travaux de réfection de la 1ère tranche de l'école maternelle Jacques PREVERT à LUDRES.

Monsieur le Maire rappelle que lors de l'appel d'offre, il a été prévue une tranche conditionnelle correspondant à un projet d'extension pour le cas où l'accroissement de population nécessiterait ces travaux.

Le CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré, dit que :

- Dans le cas où le financement ne serait pas assuré pour cette tranche conditionnelle, il est précisé à l'article 3 2 du cahier des clauses administratives particulières annexé au marché, qu'aucune indemnité d'attente ou de dédit ne serait versée aux entreprises en cas de report ou d'annulation de la dite tranche conditionnelle.